

Joe Biden s'apprête à quitter l'Arabie saoudite à bord de l'*Air Force One* après avoir assisté au sommet de Djeddah, le 16 juillet 2022.

© AFP/Mandel Ngan

# JOE BIDEN

## *et le « casse-tête » moyen-oriental*

Traiter avec la riche mais autoritaire Arabie saoudite, continuer de soutenir un Israël dominé par l'extrême droite (p. 34), parlementer avec un Iran en pleine révolution (p. 28), assister impuissant aux crises multiples de l'Irak post-Saddam Hussein (p. 52)…, que les défis diplomatiques au Moyen-Orient sont nombreux pour le président américain Joe Biden. Deux ans après son arrivée à la Maison Blanche, il ne peut faire autrement que de panser les plaies de la politique étrangère de son prédécesseur, marquée par le repli sur soi et le désengagement (p. 18 et p. 22). Car la région restera pour les États-Unis, qu'ils le veuillent ou non, au cœur des jeux de puissances, notamment dans la « guerre froide » qui les oppose à la Chine et dans le contexte du conflit en Ukraine (p. 66).

# Joe BIDEN et le "casse tête moyen-oriental"

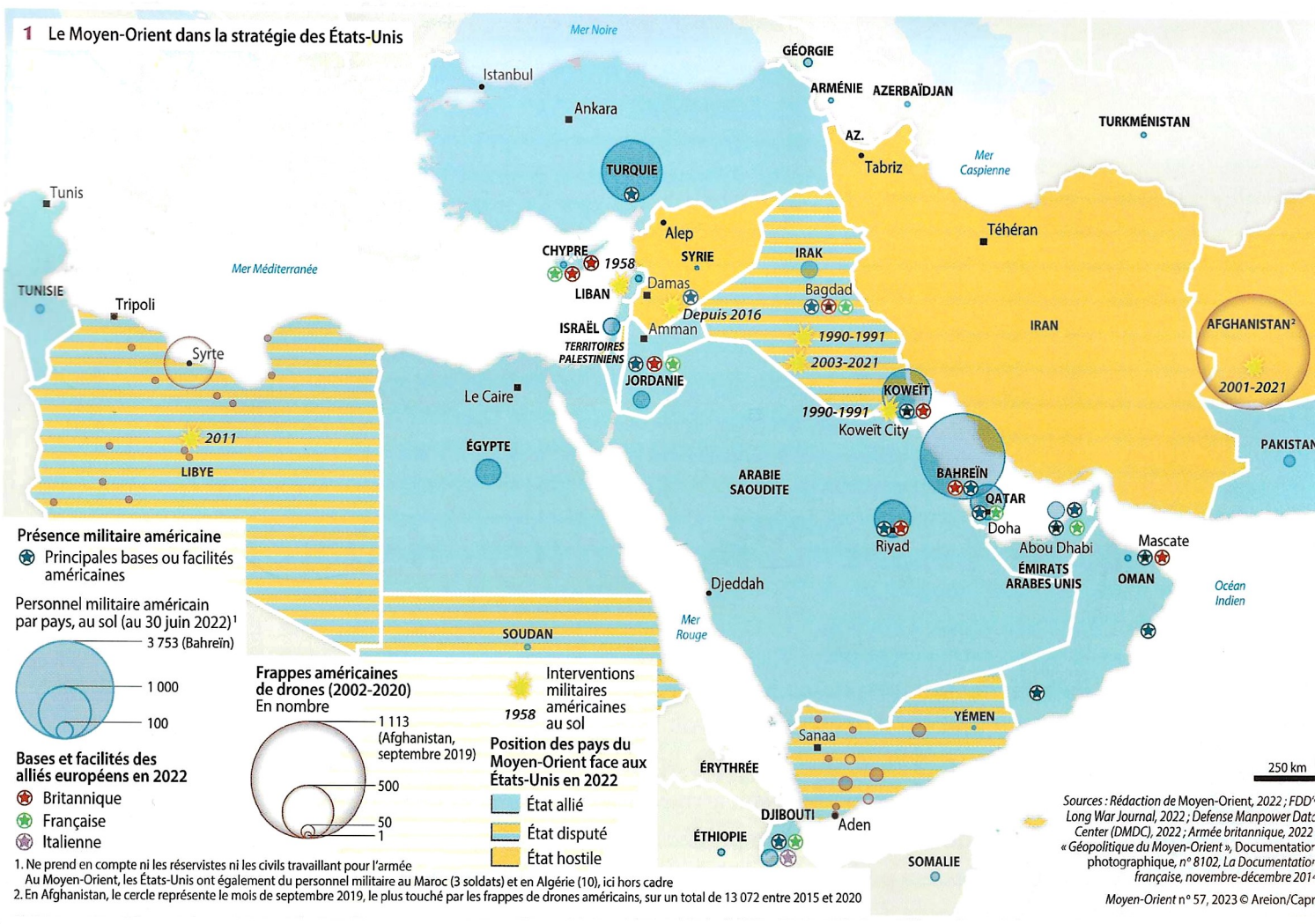
**Le 16 juillet 2022, le président des États-Unis, Joe Biden, au pouvoir depuis un an et demi, participe à un sommet sur la sécurité du golfe Persique à Djeddah, en Arabie saoudite. Le contexte est tendu : le royaume de Mohamed ben Salman est à la fois vilipendé pour ses atteintes aux Droits de l'homme – et surtout sa responsabilité dans l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi le 2 octobre 2018 – et courtisé pour son pétrole, alors que la planète traverse une importante crise énergétique avec la guerre en Ukraine.**

Le leader de la plus grande puissance mondiale est face à un casse-tête : tandis que ses prédécesseurs, Barack Obama (2009-2017) – avec qui il a travaillé en tant que vice-président – et Donald Trump (2017-2021), ont fait en sorte de se désengager de la dynamique de guerre enclenchée après les attentats du 11 septembre 2001, Joe Biden est forcé de s'intéresser au Moyen-Orient. La région concentre les principaux enjeux et défis géostratégiques de ce début de XXIe siècle : les hydrocarbures, les armes, le terrorisme. Sans oublier les révoltes populaires pour la défense des droits politiques et socio-économiques, depuis la Tunisie en 2011 jusqu'à l'Iran en 2022, en passant par l'Irak et le Liban en 2019, alors que des conflits sont en cours (Syrie, Yémen).

## Des aides et des armes

Les diplomates américains savent de longue date que le Moyen-Orient est un passage obligé. Preuve en est les énormes sommes versées à la région depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : 351 milliards de dollars entre 1946 et 2019, selon le Congrès, dont 135,5 milliards uniquement pour Israël. Au sein de la classe politique américaine, dans les rangs des démocrates et des républicains, le statut de ce dernier comme allié primordial fait consensus depuis les années 1960, et aucun facteur ne saurait remettre cela en question, pas même la colonisation des Territoires palestinien
Pour l'année fiscale 2022, Israël est l'État
monde qui reçoit le plus d'aides financièr
des États-Unis : 3,29 milliards de dollars,
un total de 19,72 milliards, dont 7,63 milliar
pour le Maghreb et le Machrek. Pour la régi
suivent l'Égypte (1,43 milliard) et la Jordan
(1,28 milliard), reflet d'une diplomatie a
cienne de soutien à ces deux pays signatair
d'un accord de paix avec Tel-Aviv et consid
rés comme des piliers de stabilité. Peu impor
la nature de leur régime.
Si la pandémie de Covid-19 a conduit les Éta
Unis à renforcer leurs aides civiles afin de p
lier ses conséquences économiques et sociale
le secteur de la défense reste au cœur des
flexions américaines quand il s'agit du Moye
Orient. Pour Israël, l'assistance militaire repr
sente la majorité des fonds donnés. Quant a
pays ne recevant que peu ou pas de soutie
financiers américains, ils sont d'importar
clients en armements. Selon le Stockholm
ternational Peace Research Institute (SIPR

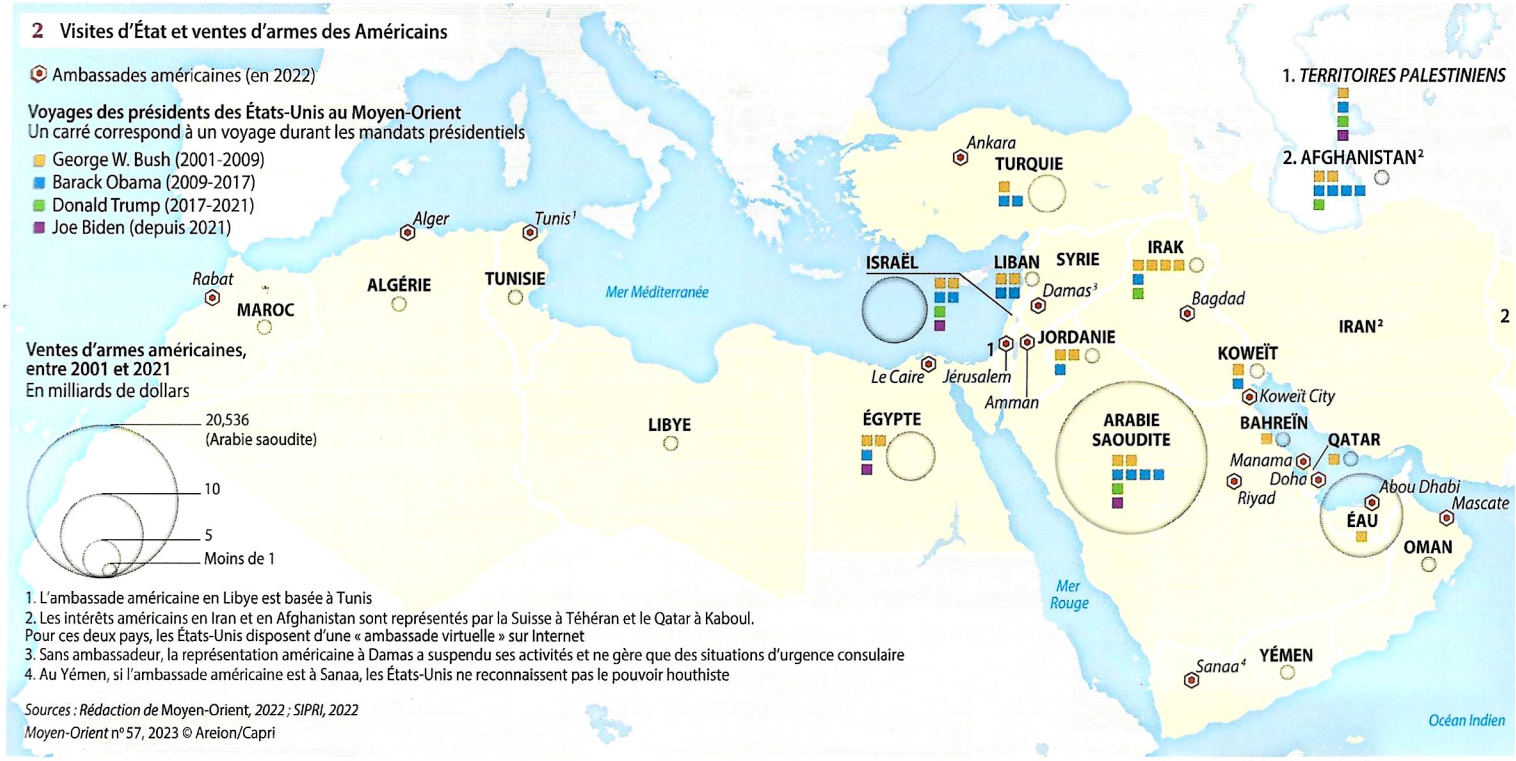
**1 Le Moyen-Orient dans la stratégie des États-Unis**




1. Ne prend en compte ni les réservistes ni les civils travaillant pour l'armée
Au Moyen-Orient, les États-Unis ont également du personnel militaire au Maroc (3 soldats) et en Algérie (10), ici hors cadre
2. En Afghanistan, le cercle représente le mois de septembre 2019, le plus touché par les frappes de drones américains, sur un total de 13 072 entre 2015 et 2020

*Sources : Rédaction de* Moyen-Orient, *2022 ; FDD's Long War Journal, 2022 ; Defense Manpower Data Center (DMDC), 2022 ; Armée britannique, 2022 ; « Géopolitique du Moyen-Orient », Documentation photographique, n° 8102, La Documentation française, novembre-décembre 201*

## 2 Visites d'État et ventes d'armes des Américains




1. L'ambassade américaine en Libye est basée à Tunis
2. Les intérêts américains en Iran et en Afghanistan sont représentés par la Suisse à Téhéran et le Qatar à Kaboul. Pour ces deux pays, les États-Unis disposent d'une « ambassade virtuelle » sur Internet
3. Sans ambassadeur, la représentation américaine à Damas a suspendu ses activités et ne gère que des situations d'urgence consulaire
4. Au Yémen, si l'ambassade américaine est à Sanaa, les États-Unis ne reconnaissent pas le pouvoir houthiste

*Sources : Rédaction de* Moyen-Orient, *2022 ; SIPRI, 2022*

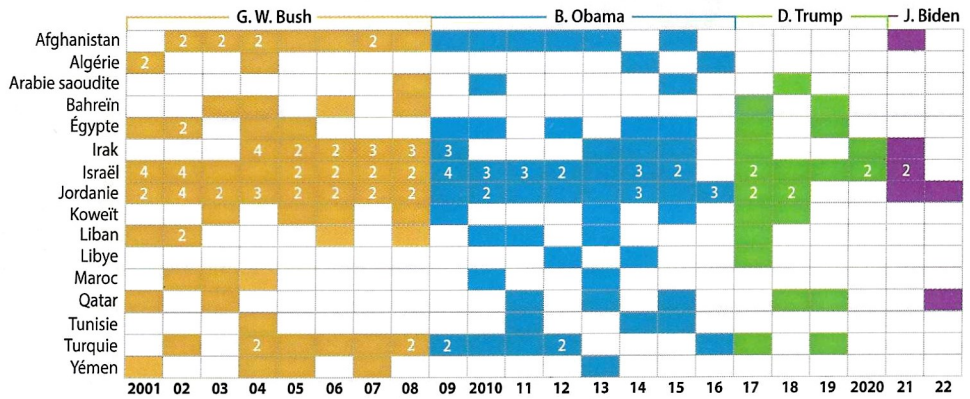
*Moyen-Orient* n° 57, 2023 © Areion/Capri

l'Arabie saoudite est le premier acheteur des États-Unis, avec 20,53 milliards de dollars sur 174,35 milliards entre 2001 et 2021. Parmi les autres gros importateurs d'armes américaines de la région, on retrouve les Émirats arabes unis (11,64 milliards), Israël (8,7 milliards), l'Égypte (6,51 milliards), la Turquie (5,04 milliards), l'Irak (4,72 milliards), le Qatar (4,51 milliards), le Maroc (2,33 milliards), le Koweït (2,25 milliards), Oman (1,31 milliard), la Jordanie (1,08 milliard). Ces données offrent une géographie des alliés des États-Unis, qui, malgré des tensions (avec Ankara et Riyad notamment), restent unis par des accords (avec l'OTAN pour la Turquie, par exemple). Le Pentagone a installé la V[e] flotte de l'US Navy à Bahreïn et le siège du Commandement central des États-Unis (US CENTCOM) à Al-Udeid, au Qatar.

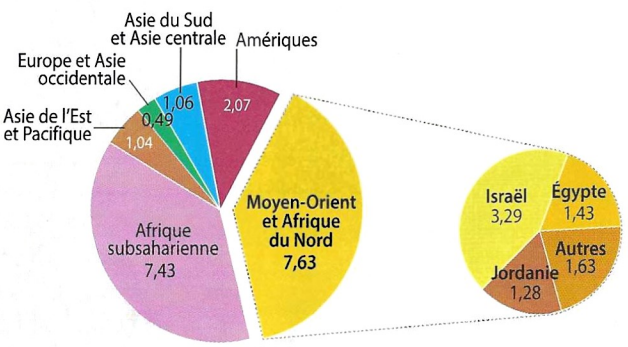
En se rendant en Arabie saoudite en juillet 2022, Joe Biden confirme la tendance de ses prédécesseurs sur la fréquence de leurs visites dans le royaume. Alors que ce dernier fut considéré comme en partie responsable du 11 septembre 2001 – 15 des 19 terroristes étaient Saoudiens –, il reste pour la Maison Blanche un *hub* diplomatique et énergétique pour observer le Moyen-Orient, comme l'avait compris le président Franklin D. Roosevelt (1933-1945) en février 1945, lorsqu'il rencontra le roi Abdelaziz ibn Saoud (1932-1953). **G. Fourmont**

## 3 Quand les pays du Moyen-Orient ont besoin des États-Unis

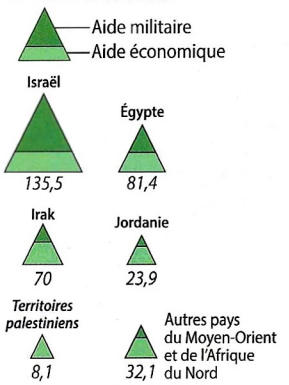
**Visites officielles des chefs d'État et de gouvernement du Moyen-Orient aux États-Unis**
Par pays, en nombre de venues par année selon les mandats présidentiels américains




**Aides américaines pour l'année fiscale 2022**
En milliards de dollars




**Répartition des aides américaines fournies de 1946 à 2019[1]**
En milliards de dollars




1. Ces sommes n'incluent pas le coût des guerres en Irak et en Afghanistan

*Sources : Rédaction de* Moyen-Orient, *2022 ; Congressional Research Service, septembre 2021*

*Moyen-Orient* n° 57, 2023 © Areion/Capri

# ORIENT

ÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN